



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 21 au 27 août 2020

Le 28 août 2020

Résumé

Bangladesh: L'inflation recule à 5,5% en juillet 2020. L'agence japonaise JICA va financer l'agriculture et les agro-industries. En 2019-20, le Bangladesh a majoritairement exporté du prêt-à-porter (83%), du jute (2,6%) et des produits agro-alimentaires (2,6%). La Banque centrale modifie certaines normes prudentielles pour venir en aide aux NBF.

Bhoutan : Période faste pour la production hydroélectrique, en hausse de 14 %.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques et financiers :* Dans son rapport annuel, la RBI indique que la demande adressée à l'économie indienne mettra sans doute plus de temps à se redresser en l'absence d'un soutien budgétaire accru. Selon un rapport du *Mc Kinsey Global Institute*, l'Inde risque une décennie de stagnation des revenus et de qualité de vie si l'économie ne retrouve pas un chemin de croissance de l'ordre de 8 à 8,5 % après la période Covid 19. *Autres informations :* La RBI annonce de nouvelles opérations spéciales *d'open market*. 14 États ont finalisé leur plan d'action pour une nouvelle politique d'exportation en matière agricole. Le gouvernement indien a étendu de deux mois, jusqu'au 30 octobre, la date limite pour soumettre une offre d'intérêt pour Air India.

Maldives : Accélération de la déflation en juin.

Népal: Evolution de la situation macroéconomique et financière entre 2019 et 2020 : le gouvernement a revu à la baisse la croissance pour l'exercice 2019/20 de 8,5 à 2,3%, contre 7% en 2018/19. Tous les secteurs de l'économie sont concernés.

Pakistan : Maintien de la note d'émetteur à long terme du Pakistan par l'agence *Standard & Poor's* à B-, perspectives maintenues à stables. Hausse soutenue du service de la dette publique extérieure sur l'exercice 2019/20. En juillet, la balance des transactions courantes se trouve en territoire positif alors que les flux nets d'IDE ralentissent. Annonce du gouvernement en faveur de la vente de participations dans le capital de trois entreprises publiques.

Sri Lanka : 2^{ème} trimestre difficile pour la production industrielle, malgré une amélioration. Extension de 6 mois du moratoire sur le remboursement des prêts du secteur touristique et hausse de la part des créances douteuses dans le total des prêts du secteur bancaire.

**BANGLADESH**

- **L'inflation recule à 5,5% en juillet 2020.** Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint 5,5% en glissement annuel en juillet 2020, au-delà du plafond de 5,4% retenu dans la loi de finances 2020/2021 (bbs.gov.bd), mais en recul par rapport à juin dernier (6 %). Elle reste inférieure au niveau atteint en juillet 2019 (5,6 %).

L'indice des prix alimentaires progresse de 5,6 % (contre 5,5% en 2018/2019) et celui des prix non alimentaires enregistre une hausse de 5,85 % (contre 5,4 %). La hausse de l'IPC pour le mois de juillet (5,5 % contre 5,6 % en juillet 2019) est à mettre sur le compte de la poussée des prix alimentaires (+5,7 % contre 5,4 % en juillet 2019), dont la distribution a été contrainte par l'impact du typhon Amphan qui a ravagé une partie du pays en mai dernier, et des inondations persistantes depuis. Dans le même temps, les fêtes de l'Eid en juin ont contribué à soutenir la demande.

Fin juillet, l'inflation en zone rurale atteint en glissement annuel 5,43% (avec une composante « alimentation » de +5,7 %, contre + 5 % pour les autres produits et services), contre 5,7 % dans les zones urbaines (où l'IPC alimentaire progresse plus vite, à +5,8 % contre 5,7 % pour les prix non alimentaires). L'indice des prix a été calculé à partir de relevés sur 140 marchés répartis sur les 64 districts du pays entre le 12 et le 18 juillet dernier. Le panier de biens et services couvert comprend 318 articles en zone rurale et 422 en zone urbaine.

L'inflation s'est établie au cours des trois précédentes années fiscales à 5,8 %, 5,5 % en 2018/2019 et 5,65% en 2019/2020. Elle est prévue à 5,4% dans la loi de finances 2020/2021.

- **L'agence japonaise JICA va financer l'agriculture et les agro-industries.** Dans le cadre du 41^{ème} programme annuel d'assistance (Official Development Assistance ODA) signé par la JICA le 12 août dernier avec le ministère des finances (ERD), l'agence japonaise s'engage dans le développement de la chaîne de valeur agroalimentaire du Bangladesh, à travers le "*Food Value Chain Improvement Project*", doté de 8,82 Mds TK (93 M€). Le maître d'œuvre sera l'institution financière du ministère des Finances, la *Bangladesh Infrastructure Finance Fund Limited* (BIFFL <https://biffl.org.bd/>), qui va accorder des prêts bonifiés plafonnés à 5% à des industriels de la chaîne agro-alimentaire, orientés vers la transformation et l'exportation.

Le projet comprend un important volet d'assistance technique (notamment pour évaluer la faisabilité des projets), et de transferts technologiques, pour renforcer la sécurité alimentaire du pays et l'aider à atteindre les cibles 1, 2 et 8 des ODD. La JICA évalue à 1,03 Mds USD les besoins actuels de capitaux pour les entreprises du secteur agroalimentaire, dont 60% peinent à trouver une réponse. Le programme de JICA va s'achever en septembre 2026.

Les conditions financières sont particulièrement avantageuses. Le prêt a une durée de 30 ans, avec 10 ans de grâce, et un taux d'intérêt annuel ramené à 0,65% (+0,01% de frais de gestion). Le ministère de l'Industrie a par ailleurs demandé un soutien japonais à la diversification des 16 unités industrielles gérées par l'entreprise publique *Bangladesh Sugar and Food Industries Corporation* (BSFIC).

- **En 2019-20, le Bangladesh a majoritairement exporté du prêt-à-porter (83%), du jute (2,6%) et des produits agro-alimentaires (2,6%). Les exportations de cuir chutent de 22%**



La filière textile, tous secteurs confondus, représente 29,9 Mds USD en 2019-20, soit près de 89% des exportations (33,7 Mds USD), contre 89,4% un an plus tôt. Présentées il y a plusieurs années déjà comme des secteurs à fort potentiel, les filières du cuir, de l'agro-alimentaire et des produits de la pêche peinent à se développer. Le Bangladesh n'est toujours pas en mesure de diversifier son économie et ses exportations, qui ont chuté de 17% en 2019/2020, tirées vers le bas par le prêt-à-porter (-18%).

La rubrique cuirs et produits en cuir a chuté de 22% en un an. Très largement causée par la baisse de la demande internationale (-80% en avril 2020 par rapport à avril 2019), cette baisse reflète également les difficultés que traverse la filière avec une diminution des exportations pour la troisième année consécutive qui cumule à -35% en valeur entre FY17 et FY20.

D'une part, les ventes de cuir ont fortement chuté, à cause de la médiocre qualité des peaux tandis que celles de produits en cuir se sont rétractées sur les deux dernières années, concurrencées par la rexine et autres cuirs de synthèse. D'autre part, les tanneries payent encore le déménagement compliqué des lieux de production à Savar, dans la *Tannery Industrial Park* dont la première pierre a été posée en 2005. L'absence d'équipements de traitement des effluents (CETP) fonctionnel empêche l'obtention de la certification du *Leather Working Group*, précieux label à l'export. Confronté à de nombreuses complications avec le contractant chinois défaillant du CETP central, le gouvernement a finalement autorisé début août 2020 la construction de CETP individuels.

1 ^{er} juillet 2019/30 juin 2020	Exports (M\$)	Exports (%)	Evol. sur un an
Prêt-à-Porter	27.949	83,0%	-18%
Jute	882	2,6%	+8%
Agro-alimentaire	862	2,6%	-5%
Cuir	798	2,4%	-22%
Linge de maison	759	2,3%	-11%
Poissons	456	1,4%	-9%
Chaussures (hors-cuir)	277	0,8%	+2%
Pharmaceutiques	136	0,4%	+4%
Produits en plastique	101	0,3%	-16%
Autres	1.454	4,3%	
Total	33.674	100%	-17%

○ Source : Export Promotion Bureau

- **La Banque centrale modifie certaines normes prudentielles pour venir en aide aux NBFI.** Les institutions financières non-bancaires (NBFI) bangladaises font face à un manque croissant de liquidités et à une hausse des non-remboursements d'emprunts, accentués par la crise du coronavirus. Pour en limiter les effets, la *Bangladesh Bank* (BB) a revu à la baisse certaines normes prudentielles afin de venir en aide aux NBFI, qui souffrent par ailleurs d'un manque de confiance de la part du public alimenté par la faillite de l'une d'entre elles en 2019.

Dès le 19 mars 2020 et le début de la crise du coronavirus, *Bangladesh Bank* a pris l'initiative de geler jusqu'à juin 2020 le reclassement des arriérés en prêts non-performants (PNP), afin d'éviter de ficher comme mauvais payeur des clients affectés par la crise économique. Ce gel a



été prolongé le 15 juin dernier jusqu'à fin septembre. En août 2020, la Banque centrale a également accepté d'élargir la possibilité d'extension de la durée de repaiement. Le délai de grâce est ainsi passé de 25 % de la période de remboursement restante à un plafond de 50 %.

Alors que le ratio de réserve de trésorerie par rapport au total des dépôts (*cash reserve ratio*, CRR) était de 2,5 % (dont au moins 2 % chaque jour), la Banque centrale a décidé en juin 2020 d'assouplir cette règle à respectivement 1,5 % et 1 %. L'association professionnelle *Bangladesh Leasing and Finance Companies Association* (BLFCA) estime que cette mesure permettra de libérer 3,5 Mds Tk (35 M€) de liquidités. En parallèle, BB a annoncé fin juin 2020 la mise en place d'un fonds de soutien dédié aux NBFIs de 20 Mds Tk (200 M€), à partir des 500 Mds Tk annoncés en mars pour financer le plan de relance auprès des industries et des PME. Ces fonds seront mis à la disposition des NBFIs pour prêter aux entreprises.

Le manque de liquidités, d'ores et déjà important, est renforcé par le coronavirus. D'une part, les retraits sont plus importants depuis le début de la crise, accentuant une tendance à la hausse. Le nombre de retraits des dépôts est en augmentation sur un an (+5,3%) : 455 Mds Tk retirés en 2019 contre 431 Mds Tk en 2018. D'autre part, on assiste à une baisse drastique des remboursements des emprunts. D'après BLFCA, le taux de remboursement est tombé à 30 % en mai, contre 95 % en avril. Celui-ci est cependant rapidement remonté à 86 % en juin après la fin des mesures de confinement.

Comme le secteur bancaire, les NBFIs sont confrontées à la hausse des prêts non-performants. Ces derniers s'élevaient, en juin 2019, à près de 80 Mds Tk (800 M€), soit un ratio de 11,9 % des encours et un record historique. Longtemps plus préservées que les banques – le ratio de PNP des banques était déjà de 10 % en 2012 lorsque celui des NBFIs était deux fois moins élevé, les PNP ont fortement augmenté depuis 2014 jusqu'à rejoindre, en ratio, celui des banques (11,7 % en juin 2019).

BHOUTAN

- **Période faste pour la production hydroélectrique, en hausse de 14 %.** Cette bonne performance s'explique en partie l'arrivée des pluies dans le pays dès la fin mai, selon la *Druk Green Power Corporation Limited* (DGPC). La production globale des centrales de la DGPC - Tala, Chhukha, Basochhu et Kurichhu - est passée à 3 724 millions d'unités (MU) entre janvier et fin juillet de cette année, contre 3 248 MU à la même période l'an dernier.

Pour la même période, les montants facturés ont augmenté de 13 %, de 6,431 millions de Nu en 2019 à 7,315 M Nu cette année. Le Bhoutan exporte environ 70 % de l'énergie produite vers l'Inde et les ventes à destination de ce pays n'ont, apparemment, pas été affectées malgré la pandémie de Covid-19.

On relèvera cependant que la DGPC a enregistré une baisse de 8 % de la consommation domestique (1383 MU en 2019 à 1272 MU en 2020) pendant la période sous-revue, principalement en raison d'un léger déclin de la consommation d'avril à juillet au sein de quelques industries et, cette fois, attribué à la pandémie. Les revenus de l'hydroélectricité apportent de l'ordre de 24 % des revenus directs du Trésor public bhoutanais et la DGPC contribue à environ 14 % du PIB du pays.

**INDE****INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERS**

- **Dans son rapport annuel publié cette semaine, la Banque centrale (RBI) indique que la demande adressée à l'économie indienne mettra sans doute plus de temps à se redresser en l'absence d'un soutien budgétaire accru, liée à la capacité limitée du gouvernement de fournir davantage de mesures de relance.** La contraction du PIB devrait ainsi se poursuivre au second trimestre de l'exercice budgétaire 2020 en raison de la faiblesse persistante de la consommation des ménages ("une évaluation de la demande globale au cours de l'actuel exercice suggère que le choc sur la consommation est sévère") et de la réintroduction de mesures de confinement, au plan local, depuis le mois de juin. La RBI relève en particulier la consommation privée a perdu ses éléments discrétionnaires dans tous les domaines et que les services de transport, l'hôtellerie, les loisirs et les activités culturelles ont été particulièrement affectés. De nouvelles mesures de soutien, avec pour cibles notamment l'aviation, l'hôtellerie, l'immobilier et le tourisme, seraient toutefois à l'étude.

Le rapport souligne aussi clairement les conséquences sur l'activité domestique du ralentissement économique mondial et que la décélération de l'activité manufacturière est aggravée par la baisse des échanges en raison des perturbations commerciales liées à la pandémie et de la baisse de la demande. La RBI suggère d'ajuster la politique commerciale avec une concentration accrue sur la mobilisation des exportations via les leviers fournis par les accords de libre-échange. Dans ce contexte, le rapport suggère que le bouclage des négociations de l'ALE UE-Inde, et un ALE / arrangement préférentiel post-Brexit avec le Royaume-Uni, pourraient s'avérer très bénéfiques pour l'Inde. Cette dernière serait également bien inspirée de conclure des accords commerciaux spéciaux avec des pays détenteurs de matières rares et essentielles afin d'être en mesure d'élargir sa gamme d'exportation pour des produits mieux situés sur l'échelle de la compétitivité.

Le document annuel de la Banque centrale donne enfin l'évolution détaillée du bilan de la RBI et ses implications possibles sur le marché et les politiques à venir, notamment à l'aune des recommandations du Comité *Bimal Jalan* (BJC) de l'an passé sur la gestion du capital de la Banque centrale. Celle-ci a transféré 571 Mds INR (~ 7,7 Mds USD) au gouvernement sous forme de dividendes, soit moins que les ~ 850 Mds INR (~ 11,5 Mds USD) prévus dans le budget. Ce transfert de dividendes aurait toutefois été plus élevé si la RBI n'avait pas été contrainte de fournir une provision de 736 Mds INR (~ 9,9 Mds USD) au Fonds de Prévoyance.

- **Selon un rapport du *Mc Kinsey Global Institute*, l'Inde risque une décennie de stagnation des revenus et de qualité de vie si l'économie ne retrouve pas un chemin de croissance de l'ordre de 8 à 8,5 % lors de la période post-Covid 19.** L'Inde aurait notamment besoin d'entreprendre une série de réformes au cours des prochains 12 à 18 mois dans le but d'augmenter la productivité et de créer des emplois. Le rapport cible notamment les secteurs agricole, immobilier, manufacturier et de la santé. 60 % des réformes devraient être entreprises au niveau des Etats fédérés et 40 % par le gouvernement central. Ce serait a priori les secteurs manufacturier et de la construction qui recèleraient les meilleures opportunités en termes de croissance économique, comme de réserves d'emplois.

En raison de la hausse de l'urbanisation et des tendances démographiques, l'Institut estime par ailleurs qu'il pourrait y avoir quelques 90 millions de travailleurs supplémentaires à la recherche



d'un emploi en dehors du secteur agricole d'ici 2030. L'Inde devrait, dans ces conditions, tripler d'ici là le nombre d'emplois créés, pour passer de 4 M pendant la période 2013-2018, à 12M.

AUTRES INFORMATIONS

- **La RBI annonce de nouvelles opérations spéciales *d'open market*.** Elle devrait procéder à l'achat de 100 Mds INR (1,3 Mds USD) de titres qui viendront à échéance en 2024, 2027, 2030 et 2032 ; en contrepartie, la RBI procédera à la vente d'un montant équivalent de bons du Trésor à 182 jours, respectivement les 27 août et 3 septembre. La dernière opération de ce type a eu lieu le 2 juillet ; le rendement des obligations à 10 ans a baissé de 3,5 p.b. après l'annonce de la Banque centrale.
- **14 États ont finalisé leur plan d'action pour une nouvelle politique d'exportation en matière agricole,** selon le ministère du Commerce et de l'Industrie. Parmi ces 14 États fédérés figurent le Mahārāshtra, l'Uttar Pradesh, le Kerala, le Nagaland, le Tamil Nadu, le Punjab, le Karnataka et le Gujarat. Les autres États se positionnent à différents stades de finalisation de leurs plans respectifs, en concertation avec l'Autorité de développement des exportations de produits agricoles et transformés (APEDA). L'objectif global est de doubler les revenus des agriculteurs et les exportations agricoles de l'Inde au cours des prochaines années.
- **Le gouvernement indien a étendu de deux mois, jusqu'au 30 octobre, la date limite pour soumettre une offre d'intérêt pour Air India.** C'est la quatrième fois que la date limite est repoussée depuis le lancement du processus le 27 janvier dernier (du 17 mars au 30 juin, puis 31 août et désormais 30 octobre 2020).

MALDIVES

- **Accélération de la déflation en juin.** Au cours du sixième mois de l'année, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa décroissance, à -4,5% au niveau national en glissement annuel (après -3,6% en avril et -3,9% en mai). La déflation à Malé s'est élevée à -4,7% en g.a sur le mois considéré, en accélération par rapport aux deux mois précédents.

L'inflation a aussi été négative dans les atolls, pour le quatrième mois consécutif (-4,1% en juin, après -3,4% en mai, et -3,2% en avril). Au niveau national, les prix des biens alimentaires ont poursuivi leur hausse en juin malgré un ralentissement, à +1,2% (après +3,9% en mai). Les contributions négatives les plus fortes à l'inflation ont été apportées par le secteur des TIC, dont les prix à la consommation ont chuté de -12,9% en juin (-12% en mai) ainsi que par la catégorie « logement, eau, énergie » (-13,3% en juin, après -13% en mai). Cette déflation, en accélération, illustre l'importance de la crise économique à laquelle les Maldives font face, en raison notamment de sa forte dépendance au tourisme.

NEPAL

- **Evolution de la situation macroéconomique et financière au Népal entre 2019 et 2020.** Le gouvernement a revu à la baisse la croissance pour l'exercice 2019/20, de 8,5 à 2,3%, contre 7% en 2018/19.



Tous les secteurs de l'économie sont concernés, la croissance du secteur primaire (28% du PIB) s'élève à 2% contre 5% en 2018-2019, celle du secteur secondaire (14% du PIB) est de 3% (8% en 2018-2019) et enfin la croissance du secteur tertiaire (58% du PIB) n'est que de 2% comparée à 7% en 2018-2019. Ainsi la croissance ralentit brutalement après trois années d'expansion économique soutenue.

Le ralentissement de l'activité économique et la baisse de la demande provoqués par le COVID-19, ont eu un impact significatif, mais opposé, sur les déficits jumeaux. Du point de vue budgétaire, les recettes, en grande partie tirées de la fiscalité directe et indirecte, diminuent de 9% en g.a. à 794 Mds Rs (20% du PIB contre 25% en 2018/2019). Les dépenses, elles, représentent 32% du PIB et diminuent légèrement par rapport à 2018/2019. Ainsi, le solde budgétaire, déjà déficitaire en 2018/19, se creuse davantage en 2019/20, de 47% en g.a. (-267 Mds Rs en 2019/20 contre -181 Mds Rs en 2018/19). Il représente désormais 7% du PIB en 2019-2020 contre 5% du PIB en 2018-2019. Par conséquent, l'endettement total augmente de 35% en g.a, soit 38% du PIB en 2019-20, contre 30% en 2018-19.

A l'inverse, le Népal améliore sa position extérieure grâce à la contraction de son solde commercial, structurellement déficitaire. Les importations diminuent de 16% en g.a. tandis que les exportations n'enregistrent, dans le même temps, qu'une légère augmentation de 0,6% en g.a.. En conséquence, le déficit commercial des biens se résorbe de 17% en g.a. et représente 29% du PIB (contre 37% en 2018-2019).

Concernant les services, le solde apparaît légèrement positif (1.2 Mds Rs) alors qu'il était déficitaire l'année précédente (-15 Mds Rs). A noter, toutefois, la diminution ses revenus du tourisme, en chute de 19% (1,7% du PIB). Les transferts d'argent des travailleurs népalais émigrés, qui représentent plus du quart du PIB népalais (25% du PIB en 2019/20, -3 pp), se contractent de -1,3% en g.a. en 2019/20 (contre +17% l'année précédente).

Sous l'effet de la crise sanitaire, les transferts de capitaux diminuent de 8% en g.a. et si les IDE augmentent de 49% en g.a. ils ne représentent que 0,5% du PIB. Ainsi le déficit de la balance des transactions courantes se trouve résorbé (-88% en g.a. pour s'établir à 0,9% du PIB). La balance des paiements affiche un solde excédentaire (282 Mds Rs soit 8% du PIB contre -67 Mds Rs en 2018-19). Les réserves de change augmentent de 35% en g.a, suffisantes pour couvrir 13 mois d'importations.

PAKISTAN

- **Maintien de la note d'émetteur à long terme du Pakistan par l'agence de notation Standard & Poor's à B-. Les perspectives sont maintenues à stables.** La note d'émetteur à court terme du Pakistan est également maintenue à B par l'agence. Selon S&P, la notation du Pakistan demeure contrainte par la persistance des déséquilibres extérieurs, l'étroitesse de la base fiscale et les risques en matière de sécurité intérieure et extérieure. Si la crise du Covid-19 est venue perturber les efforts entrepris par le gouvernement en faveur de la stabilisation du cadre macroéconomique, l'engagement des partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux à poursuivre leur assistance devrait permettre au Pakistan de faire face à ses obligations sur le plan externe au cours des douze prochains mois.



- **Hausse soutenue du service de la dette publique extérieure sur l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). Le service de la dette publique extérieure a atteint 11,9 Mds USD, enregistrant une hausse de 23,3 % par rapport à l'exercice précédent. Le montant consacré au remboursement du principal s'est élevé à 9,5 Mds USD, quand la seule charge de la dette a représenté 2,4 Mds USD en 2019/20. Le service de la dette de l'Etat compte pour 85,5 % du total, avec notamment 3,9 Mds USD déboursés au titre des emprunts commerciaux. Celui de la dette détenue par la Banque centrale représente quant à lui 14,5 % du total (respectivement 904 M USD pour le service de la dette à l'égard du FMI et 820 M USD dans le cadre des accords *swap* de devises en soutien aux réserves de change). Le service de la dette extérieure des entreprises publiques s'est élevé à 587 M USD sur la période considérée (+65,8 % en glissement annuel).

A la fin juin 2020, la dette publique extérieure du Pakistan s'affiche à 92,8 Mds USD, soit 37,4 % du PIB.

- **La balance des transactions courantes en territoire positif en juillet.** Elle affiche un solde positif à 424 M USD (1,9 % du PIB) sur le premier mois de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021), à comparer à un déficit de 613 M USD un an plus tôt et de 100 M USD en juin 2020. Cette nette amélioration s'explique principalement par un recul marqué du déficit des échanges de biens à 1,7 Md USD (-11,8 % en glissement annuel) en lien avec le ralentissement de l'activité économique suite au choc lié à la pandémie de Covid-19. Tant les exportations que les importations enregistrent un recul notable (respectivement -14,6 % à 1,9 Md USD et -13,3 % à 3,6 Md USD). Les transferts de travailleurs, qui continuent de progresser pour s'établir à 2,8 Mds USD en juillet (+36,4 %), couvrent ainsi la totalité du déficit commercial.
- **Progression des financements étrangers reçus par le Pakistan en juillet.** Le montant total des déboursements atteint 800 M USD sur le premier mois de l'exercice 2020/21 (+21,8 % en glissement annuel). Le Pakistan a reçu 115 M USD dans le cadre d'emprunts auprès des banques commerciales. Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent quant à eux à 661 M USD quand ceux des bailleurs bilatéraux s'établissent à 24 M USD. Les autorités estiment que le montant total de l'aide étrangère – hors aide financière de court terme en soutien aux réserves de change – atteindra 12,2 Mds USD en 2020/21.
- **Ralentissement des flux nets d'IDE en juillet.** Les flux nets reculent de 34,6 % en glissement mensuel sur le premier mois de l'exercice 2020/21 pour atteindre 114,3 M USD, soit leur niveau le plus bas depuis onze mois. Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets en juillet 2020 sont la Chine (23,6 % du total), Malte (16,2 %), les Pays-Bas (15,9 %) et le Royaume-Uni (9,8 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent dans les machines électriques (25,7 % du total), les services financiers (20,8 %), et les communications (18,8 % du total).
- **Annnonce du gouvernement en faveur de la vente de participations dans le capital de trois entreprises publiques.** Le comité sur les privatisations (*Cabinet Committee on Privatisation*) a approuvé la cession des parts détenue par le gouvernement au sein de *Pakistan Oil and Gas Development Company* (OGDC) et de *Pakistan Petroleum Limited* (PPL) à hauteur de respectivement 7 et 10 %. La vente de 20 % des actions de *Pakistan Reinsurance Company Limited* détenues par le gouvernement a également été approuvée (l'Etat demeurera l'actionnaire majoritaire avec 59 % des parts).



SRI LANKA

- **2^{ème} trimestre difficile pour la production industrielle malgré une amélioration.** Selon le *Department of Census and Statistics*, l'indice de production industrielle (IPP) mesuré au second trimestre 2020 était de 73,9 points (base 100 en 2015), traduisant un recul de -28,6% par rapport à S2 2019. La baisse de la production est particulièrement marquée pour les industries du cuir (-77,5%), du caoutchouc et plastique (-67,3%) et du vêtement (-60,7%). A l'inverse, la production de produits pharmaceutiques a cru de +11,9%, ainsi que celle des produits alimentaires, à +3,8%, en glissement annuel.

Grâce à l'assouplissement progressif du couvre-feu en mai, l'activité industrielle a repris de la vigueur. Alors que l'IPP avait atteint un plancher de 49,7 points en avril, il est remonté en mai et juin à respectivement 79 et 92,8. Le niveau de production de juin 2020 est néanmoins inférieur de -13,7% par rapport à celui de juin 2019.

- **Extension de 6 mois du moratoire sur le remboursement des prêts du secteur touristique.** A la suite des attentats de Pâques, la Banque centrale (CBSL) avait instauré un moratoire sur le remboursement des prêts en avril 2019 pour cette industrie. Du fait de la pandémie du COVID-19 qui affecte fortement le tourisme, la CBSL a décidé de prolonger ce dispositif. Dans une décision en date du 26 août, ce moratoire est à nouveau prolongé, et ce pour une période de 6 mois, du 1^{er} octobre au 31 mars 2021.

Le moratoire couvre les prêts bancaires performants émis à partir du 18 avril 2019 ainsi que les prêts défaillants qui ont été restructurés dans le cadre de la circulaire n°5 datée du 27 mars 2020. Les emprunteurs qui souhaitent se prévaloir de cette facilité doivent déposer une demande auprès de leur banque d'ici au 25 septembre (inclus) au plus tard.

Par ailleurs, seuls les établissements enregistrés auprès d'un organisme public (ministère du tourisme, autorités publiques du secteur touristique, département des affaires culturelles ou l'Association des hôtels de Sri Lanka) et qui sont affectés par la crise sont éligibles à ce programme. Les employés des établissements concernés ont aussi accès à ce moratoire. Le débarquement de passagers dans les ports et aéroports est interdit depuis la mi-mars à cause de la pandémie.

- **Hausse de la part des créances douteuses.** La part des créances douteuses dans le total des prêts du secteur bancaire a augmenté à 5,4% au 2^{ème} trimestre 2020 contre 4,7% au dernier trimestre 2019. La situation s'est davantage détériorée pour les établissements financiers non-bancaires (LFCs et SLCs).

La part des prêts non-performants s'accroît et atteint 14,1% en juin 2020, contre 10,6% en décembre 2019. Cette hausse s'explique notamment par la crise économique qui affecte particulièrement certains pans de l'économie, notamment l'hôtellerie et la restauration.

Les moratoires consentis sur les prêts de certains secteurs permettent, provisoirement, de limiter cette hausse. La reprise de l'activité économique pourrait néanmoins modérer cette dégradation.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, D. Simon, A. Boitière, J. Deur et H. Lafond.

Version du 28/08/2020